

# **LE CLUB DES EX**

Du même auteur:

### **Si proche, si lointain**

"Des ordinateurs et des hommes" ...

... histoires de science fiction,  
des plus classiques aux plus délirantes,  
en passant souvent par le registre de l'irrévérence.

### **La Cité de Mieux**

Une petite saga médiatique en six courtes nouvelles,  
inspirées des dérives de la société moderne.

### **Allez France !**

Une contribution à l'illustration  
de l'exception française.

Six courtes nouvelles étiquetées  
" DANGER produit caustique

### **Théâtricule**

Dialogues imaginaires entre personnages médiatiques.  
Six textes courts de circonstances écrits en mai 2006  
... mais parfois la réalité dépasse la fiction .

### **Larguez les amarres**

L'actualité du mois de juin 2006  
en six courtes nouvelles à la limite de l'insolence.

**Brice PEER**

# **LE CLUB DES EX**

Après de nombreuses nouvelles entièrement négatives,  
mais qui se voulaient amusantes,  
l'auteur s'essaye, au risque d'être ennuyeux, à des histoires positives  
...enfin presque.

**---- PJMB ----**

[www.pjmb.fr](http://www.pjmb.fr)



Copyright © PJMB 2006 Tous droits réservés



# LE CLUB DES EX

Enfin une bonne nouvelle ! Edouard annonce que pour laisser la place aux jeunes, il ne sollicitera plus aucun mandat politique.

Lionel vient de déclarer qu'il ne sera pas candidat à la candidature pour la présidence de la République en 2007.

Le mouvement s'accélère. François le Batave , puis Jack annoncent à leur tour qu'ils ne seront pas candidats à la candidature.

Un peu isolé, Jacques laisse planer le doute sur ses intentions. Valéry, qui a sauté le pas depuis longtemps, compte les points par voie de littérature interposée.

Il y quelques mois, coté sport, Zidane confirmait son retrait de la compétition, aujourd'hui Barthès fait de même. Dans les deux cas, le départ en fanfare est un peu raté mais qu'importe, le résultat est là, les jeunes peuvent prendre la relève.

Coté médias, Etienne Mougeotte et Patrick Lelay annoncent qu'ils quitteront leur poste à soixante dix ans, pour peu qu'ils y soient encore.

Coté religion, je crois bien qu'on a depuis des années décidé de mettre en retraite les évêques à soixante quinze

ans. Jean-Marie qui avait dépassé la limite a finalement démissionné spontanément.

o o o

Tout ceci est encourageant. Les jeunes qui accèdent au pouvoir ont parfois de bonnes idées, et surtout peuvent faire table rase des pesanteurs du passé.

Je ne parle pas des très médiatiques Ségolène et Nicolas sur qui tout a été dit. On les jugera à leurs réalisations.

Regardez plutôt Laurence Parisot, qui veut pacifier les relations employeurs/salariés et lance des idées nouvelles de nature à trouver un compromis entre compétitivité des entreprises et protection des individus.

Regardez Louis Gallois, qui prend les commandes d'Airbus dans une zone de turbulences. Il n'est pas si jeune et pas si nouveau, mais ses réalisations passées sont encourageantes.

Regardez les associations caritatives de réinsertion par le travail, par exemple Emmaüs France où Martin Hirsch assure la relève.

Regardez beaucoup d'autres, dont on ne parle pas assez, mais qui tous les jours font œuvre utile, voire admirable.

La France ne manque pas de talents !

Le monde bouge autour de nous. L'avenir est aux pragmatiques, aux réalisateurs. Les peuples en ont assez



des promesses non tenues. Dernière promesse en date : le futur secrétaire général de l'ONU, en réponse au discours laudateur de son prédécesseur, annonce tranquillement qu'il va s'efforcer de promettre moins et de faire plus ! Souhaitons lui bonne chance.

o o o

Revenons aux EX personnalités éminentes qui ont choisi de se retirer. Que vont-elles devenir ?

En fait, il y a deux sortes d'EX :

- les relativement jeunes, qui gardent l'espoir de se remettre en selle. Ce sont de faux EX . A moins que ce ne soient des éternels maris ?
- les moins jeunes, mais qui ne sont pas totalement inutilisables. Comme chacun sait, la jeunesse est un concept relatif. L'âge de la retraite n'est pas le même pour un sportif de haut niveau et pour un évêque.

Bref, dégagés de l'ambition de faire carrière, les EX pourraient encore rendre des services à la nation, non seulement à titre individuel, mais également à titre collectif. En donnant l'exemple de ce que pourrait être une société pacifiée, respectueuse des opinions de chacun, et collectivement lucide.

C'est sans doute une utopie, cependant toutes les grandes "success stories" ont commencé par une utopie. Regardez l'exemple du Bengali qui va avoir le prix Nobel de la

paix. Il a inventé le micro crédit, c'est à dire la banque des pauvres. D'une utopie, il a su faire un système opérationnel qui fonctionne avec succès. Au point que certains pays riches s'en sont inspirés pour apporter des solutions à leurs propres problèmes de pauvreté. Encourageant, non ?

o o o

Enfin un certain nombre d'EX, de provenance variées, décidèrent de constituer un club. On trouvera en annexe l'ébauche des statuts.

Les premiers travaux furent consacrés à la façon de sortir la France de la pente déclinante sur laquelle, peu ou prou, elle s'était engagée par vingt cinq ans d'immobilisme des gouvernements de tous bords, et vingt cinq ans de refus d'évolution et d'égoïsme de ses citoyens. Citoyens que d'ailleurs on avait soigneusement gardés sous tranquillisants en inventant la nouvelle "démocratie d'opinion" et divers vocables incantatoires "exception française" et autres "à la française".

L'enjeu était de taille, puisqu'il s'agissait en fait d'assurer la survie de notre société démocratique plongée dans le changement planétaire, plus connu sous le nom de mondialisation. Changement qui va en s'accéléralant ces dernières années.

Les problèmes majeurs étaient depuis longtemps identifiés.

Démographie, emploi, solidarité inter générations, financement des retraites, croissance durable...

On ne manquait pas d'études et de rapports sur les solutions envisageables.

On disposait de l'analyse des mesures impopulaires prises depuis plus de dix ans par certains pays voisins, et des résultats obtenus.

Il restait à trouver une façon d'enclencher le cercle vertueux, adaptée à la France, à ses dirigeants, à sa population.

La tâche était ardue, car il fallait donner aux citoyens la lucidité d'accepter les réformes indispensables, et donner aux dirigeants le courage de les faire.

Au début, les discussions commencèrent par des dialogues de sourds, chacun ayant beaucoup de difficultés à se défaire de son idéologie d'origine. Mais, peu à peu, grâce au secret des délibérations et à la rigueur des deux secrétaires perpétuels utilisant sans faiblesse les articles 4 et 5 des statuts, les discussions prirent un tour beaucoup plus constructif.

# **CLUB DES EX**

## **STATUTS**

### **Article 1 OBJET**

Association sans but lucratif (loi 1901), reconnue d'utilité publique, avec comme objectif de conseiller ou concilier les décideurs qui en feraient la demande, et d'élever le niveau de conscience des citoyens en fournissant à l'opinion publique une information dialectique et impartiale.

### **Article 2 MEMBRES**

Toute personne ayant occupé des fonctions importantes dans la société peut faire acte de candidature.

Son admission au club est soumise à l'approbation des membres.

L'appartenance au Club ne s'éteint qu'avec le décès du Membre.

### **Article 3 INDEPENDANCE**

Les Membres renoncent à toute appartenance ou dépendance à des mouvements ou partis politiques extérieurs. Ils cherchent par le débat d'idées interne à faire émerger des avis pragmatiques, dépouillés d'idéologie, de nature à faire face efficacement aux changements planétaires qui nous entourent et nous entraînent.

### **Article 4 DEONTOLOGIE**

Les Membres s'obligent à ne pas tirer orgueil de leurs réalisations passées, ni honte de leurs échecs ou de leurs atermoiements. Ils apportent sans préjugé leur

expérience, et la connaissance qu'ils peuvent avoir de l'expérience des autres, à la table des discussions. Ils mesurent l'importance de l'aphorisme de Paracelse "*tout est poison, rien n'est poison, c'est une affaire de dose*".

#### Article 5 DISCIPLINE INTERNE

Dans leurs débats internes, les Membres s'obligent à ne pas utiliser le langage codé (dit langue de bois). Les abus seront sanctionnés par une amende de dix mille Euros par infraction.

#### Article 6 ORGANISATION

L'association élit un Bureau composé d'un Président exécutif, d'un Secrétaire général et d'un Porte-parole élus pour trois ans, avec mandats non renouvelables, limite d'âge soixante quinze ans en début de mandat.

Des titres de Président d'honneur, et de Secrétaire perpétuel peuvent être attribués à des Membres éminents.

L'association travaille par commissions qui élisent chacune un rapporteur.

Les tâches sont réparties par le bureau.

#### Article 7 DELIBERATIONS, AVIS PUBLICS

Les délibérations sont secrètes. Les avis publics sont rendus de façon anonyme par le Président exécutif ou, par délégation, le Porte parole.

## EXERCICE 2006-2009

### Bureau

Président exécutif : Edouard Balladur

Secrétaire général : Lionel Jospin

Porte-parole : Jack Lang

Président d'honneur: Valéry Giscard d'Estaing

Secrétaires perpétuels: Michel Rocard, Raymond Barre

### Liste de travaux à mener en commission.

Quelle démocratie durable pour la France ?

Quelle Europe pour ses citoyens ?

Création de richesses, création d'emplois

Investissement, Recherche Développement, Education

Orientations économiques par secteur, secteurs à privilégier.

Chômage, fluidité de l'emploi.

Politique de la famille

Politique du logement

Financement des retraites

Financement de la santé

Rôle de l'Etat, réformes souhaitables.

Dépenses publiques, financement et dette.

Méthodes et calendrier des réformes.

# **PETITE ETHNOGRAPHIE POLITIQUE DE LA FRANCE**

La France est un pays où l'on adore les clivages. Les clivages binaires de préférence, riches pauvres, droite gauche ... Mais plus récemment on a enrichi le panorama en donnant force de loi à des catégories basées sur les orientations sexuelles, l'ethnie, la religion, l'exclusion, le statut des papiers d'identité...

Tout cela semble un peu dépassé. Nous sommes plongés, que nous aimions ou pas, dans le processus inéluctable de la mondialisation, non seulement de l'économie, mais aussi des esprits. Le clivage majeur, en France, c'est le statut de chacun en matière de protection sociale.

Laissons provisoirement de côté les plus démunis auxquels nous versons des allocations et des aides, par cotisations obligatoires et impôts interposés.

Il reste ceux qui bénéficient du statut de la fonction publique, emploi et retraite garantis.

Et les autres : salariés du privé, modestes ou cadres dirigeants, petits patrons, où même chômeurs.

Finalement les plus démunis sont plutôt à mettre dans cette deuxième catégorie.

Ce clivage est secrètement omniprésent dans le subconscient des citoyens. Chacun rêve d'un emploi protégé à vie, modeste ou prestigieux, y compris la

retraite. Il est symptomatique de constater que, dans les sondages d'opinion, plus de 55% des Français estiment justifiée la sécurité de l'emploi pour les fonctionnaires, alors que les salariés des trois fonctions publiques ( état y compris éducation nationale, collectivités territoriales, organismes sociaux et santé) représentent environ seulement le quart de la population active.

Ce clivage est aussi omniprésent dans la représentation politique démocratique. Ceux qui font les lois sont issus pour environ 50% du secteur protégé. Pire, grâce au droit de retour dans leur corps d'origine, ils ne courent aucun risque s'ils sont désavoués par les urnes.

Beaucoup choisissent leur camp plus par opportunité d'y faire carrière que par réelle conviction politique.

Le vrai clivage, est dans la vision que nos dirigeants ont de l'avenir.

Les hommes politiques issus de la fonction publique agissent plus ou moins inconsciemment comme si le salut de la nation consistait à donner un statut de fonctionnaire à tous les citoyens, et même aux étrangers qui travaillent sur notre sol.

Les autres pensent que la solution est de ramener le nombre de fonctionnaires au strict minimum et de faire passer tout le monde au statut exposé, condition selon eux d'une bonne efficacité économique mais aussi de la nécessaire adaptabilité de la société.



Bref chacun voit midi à sa porte. Mais il y a des hics si l'on passe aux actes.

La méthode implicite "tous fonctionnaires" se heurte à un sérieux problème de financement et de baisse de la compétitivité générale de la nation, jusqu'à la faillite de l'Etat et finalement la disparition de la démocratie.

La méthode "tous exposés à la concurrence" laisse de coté de nombreuses personnes incapables de s'adapter de leur propre initiative à l'évolution du marché. Pour survivre, elles se réfugient dans diverses formes de révolte : système D, trafics mafieux, violence, révolution et finalement avènement de régimes totalitaires.

Une affaire de dosage entre deux conceptions de l'Etat providence?

Les Français adorent les querelles d'idéologie. Chacun sort ses experts.

D'éminents spécialistes prétendent que les solutions médianes ne sont pas viables. Ils font miroiter les expériences scandinaves et rêvent d'imposer cette méthode à nos partenaires européens (qui pour beaucoup n'en veulent pas, car ils n'en ont pas les moyens).

D'autres nous disent qu'on peut s'en sortir en tirant mieux parti de l'existant, à condition de s'y prendre sans délai et de maintenir l'effort avec constance pendant une dizaine d'années. Ils vantent les expériences allemande et anglaise.

En France, la longue histoire de l'Etat centralisé, la passion des théories universelles, le schéma mental un vainqueur - un vaincu qui déconsidère le compromis comme solution des conflits, ont empêché jusqu'ici de trouver un consensus stable entre dirigeants, responsables syndicaux, leaders d'opinion et, en dernier ressort, citoyens.

# NUIT DU 4 AOUT

Le parti socialiste avait fini par désigner son candidat à l'élection présidentielle. La droite cherchait une issue à ses propres problèmes internes. Pour contrebalancer l'excellente performance médiatique des débats préparatoires à gauche, il fallait faire autre chose et plus fort.

On décida de lancer une vaste opération de mobilisation, non seulement des militants, mais de la population tout entière. Une sorte de grand-messe du libéralisme, toutes tendances réunies. Mieux, on allait inviter la gauche et l'amener à participer sur un thème porteur qu'elle ne pourrait pas récuser.

Un téléthon de solidarité au bénéfice des plus démunis.

Et pourquoi pas un téléthon d'abandon des privilèges ?

o o o

Tous les petits Français ont appris à l'école que la nuit du 4 août (de quelle année au juste ?) est le symbole de l'abolition des privilèges<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Dans la nuit du 4 août 1789, les députés de l'Assemblée nationale constituante, dans un bel élan d'unanimité, proclament l'abolition des droits féodaux...

... A posteriori, la nuit du 4 août n'apparaît pas seulement comme une splendide victoire de l'égalité. C'est aussi une nouvelle avancée du centralisme administratif sur les us et coutumes locaux : en-dehors de la norme reconnue à Paris, il n'y a plus de légitimité. ( source Herodote.net )

On ne pouvait pas retenir cette date pour reprendre cette belle tradition révolutionnaire. D'ailleurs, elle tombe en pleine période de congés payés, un privilège auquel tous les Français sont très attachés ( surtout ceux qui ont sept à huit semaines de vacances).

Précaution, précaution, va pour le mois de décembre. Une période pendant laquelle beaucoup de ceux qui n'ont pas donné de leur personne le reste de l'année font traditionnellement leurs "bonnes œuvres".

o o o

On retint donc le 4 décembre 2006, à quelques mois de l'élection du Président de la République.

Il fallait une personnalité non conflictuelle pour donner le coup d'envoi. L'abbé Pierre était trop vieux. Après avoir envisagé un duo Rocard-Barre, on s'orienta vers une triplète Kouchner-Martin Hirsch-Giscard.

Ils étaient chargés de présenter la nouvelle initiative de solidarité nationale, en précisant que les économies diverses qui découleraient de l'abandon des privilèges, serviraient à alimenter un fonds privé d'entraide et de solidarité. Plus tard dans la soirée, plusieurs petits films donneraient des précisions techniques, telles que la possibilité de déduction fiscale et l'impact sur les comptes détaillés de la nation.

o o o

Sur le podium, les hommes politiques de droite et de gauche se succédaient pour animer la soirée, et surtout pour donner l'exemple.

Les médias étaient de la partie pour mettre en scène les efforts de chacun et entretenir l'émulation.

L'INSEE avait mis ses équipes pour chiffrer les promesses d'abandon.

Les promesses s'inscrivaient sur un grand tableau lumineux au centre et, de part et d'autre, des compteurs valorisaient tous ces abandons en économie d'impôts, et supplément de budgets opérationnels.

Les instituts de sondage tâtaient le pouls de la nation.

Vers deux heures du matin, la collecte dépassait toutes les espérances. Les hommes politiques de gauche et de droite s'étaient regroupés par équipe et faisaient assaut d'abandons de privilèges collectifs. Le public n'était pas en reste, hauts fonctionnaires et grands patrons en tête. Mais il y avait aussi une marée de promesses émanant de particuliers modestes, anciens combattants qui renonçaient à leur droit aux transports urbains gratuits, parents d'agents de la SNCF qui renonçaient à leurs bons de kilomètres, attributaires de logements de la ville de Paris qui promettaient d'accepter des loyers plus en rapport avec leurs ressources, épouses de salariés du privé qui voulaient échanger une partie de leurs séances de coiffeur contre des bons de prestations aux personnes âgées, etc. etc.

Les syndicats observaient prudemment, mais ils savaient bien qu'il leur faudrait un jour suivre le mouvement.

Le succès était médiatiquement à son comble, on était presque au double des cent millions d'Euros qu'avaient rapporté les derniers téléthons classiques.

Et quand le comité d'organisation annonça le programme des années à venir, ce fut le délire :

2007 Stars du football + le public

2008 Stars de la société civile contre stars de la fonction publique + le public

2009 Stars de la fonction publique contre stars des médias + le public

2010 Stars du showbusiness contre stars du football + le public

2011 Stars de la politique + le public

On ouvrirait un site sur INTERNET pour organiser des concours permanents d'abandons de privilèges, avec un prix attribué chaque mois au vainqueur.

o o o

Objectivement, une collecte de deux cents millions d'Euros représente une goutte d'eau dans l'océan des dépenses consolidées des administrations, qui se montent à plus de neuf cent dix milliards.

Qu'importe, le mouvement était enclenché.

# LE CLUB DES EX

(suite)

Extraits des recommandations qui furent rendues publiques en Mars 2007, un mois avant le début d'échéances électorales majeures.

*... Notre pays, ainsi que ses voisins en Europe, et plus généralement l'ensemble des pays industrialisés au XIXème siècle, est confronté au phénomène de la mondialisation. Le tout dans une perspective de changement technologique accéléré et de vieillissement de la population.*

*De nouvelles puissances ont commencé leur émergence dans la deuxième partie du XXème siècle. Aujourd'hui certaines, telle la Chine, l'Inde, et demain le Brésil sont en passe de submerger l'économie mondiale.*

*Pour la France, 2007 sera une année charnière. Quel que soit le résultat des scrutins à venir, nos futurs gouvernants devront faire face à un choix crucial : continuer la politique palliative menée depuis près de trente ans, ou bien s'attaquer avec courage au problème majeur que pose l'avenir à moyen et long terme de notre pays. Sursaut ou déclin ?*

*Bien sûr, personne ne va choisir consciemment déclin.*

*Mais, comme en médecine, qui dit sursaut implique que le patient fait des efforts, parfois douloureux, et tend toute son énergie vers la guérison.*

*Chaque citoyen doit approfondir comment, à son niveau, il peut améliorer le vécu des valeurs fondamentales de notre République Liberté, Egalité, Fraternité. Pas le vécu*

*pour lui, mais le vécu pour ses concitoyens et les enfants de ses concitoyens.*

*C'est sans doute la condition pour que les dirigeants de notre pays, puissance publique ou secteur privé, puissent réussir les réformes structurelles nécessaires pour retrouver la voie du progrès durable.*

*Dans la compétition internationale, celui qui ne progresse pas décline.*

*Certains de nos voisins se sont engagés depuis plus de dix ans, avec réalisme, dans la voie des réformes structurelles. Leur expérience montre qu'il est possible de se sortir de situations passablement dégradées.*

*La France ne manque pas de talents pour faire de même. Mais les Français sont fiers, on nous a répété à l'envie que nous pouvions faire les choses "à la française".*

*Face au maëlstrom de la mondialisation qui s'accroît, rien n'est moins sûr. Il ne faudrait pas que "l'exception française" soit la morphine qu'on injecte pour adoucir les souffrances en phase terminale.*

*En fait, certains de nos concitoyens vivent déjà des expériences réussies dans la voie de plus de compétitivité, ce qui n'exclut pas plus de fraternité, et finalement plus de liberté. Pourquoi ne pas faire comme eux ?*

*Nous appelons donc nos concitoyens, les gouvernants qu'ils vont élire et, de façon générale, les dirigeants de ce pays à s'engager résolument dans la voie de réformes structurelles profondes, indispensables pour enrayer notre déclin, assurer l'avenir des générations futures, et peut être même la survie de la démocratie et de la liberté.*

*Ceci passe par une redéfinition du rôle de l'Etat.*



*Nous vivons dans un monde à économie libérale. C'est finalement le système qui permet le plus de création de richesses. Dans une démocratie moderne, il y a longtemps que le rôle de l'Etat ne se borne pas aux fonctions régaliennes. Un régime "tout libéral" entraîne des inconvénients à court terme (répartition de la richesse créée) et à long terme (aversion du secteur privé pour les projets à long terme trop risqués), et il y a longtemps que l'Etat joue un rôle dans l'économie. Même aux Etats-Unis, réputés champions du libéralisme, le secteur privé ne fait pas tout.*

*Le rôle de l'Etat dans l'économie n'est pas de garder dans la fonction publique des entreprises matures, qui peuvent parfaitement se défendre et progresser dans le secteur concurrentiel . Il n'est pas non plus de prolonger l'agonie de secteurs dans lesquels nous ne serons plus jamais compétitifs avec les nouveaux pays industrialisés à bas coût de main d'œuvre, à flexibilité plus grande et à législation moins contraignante.*

*Le vrai rôle de l'Etat c'est d'identifier en permanence les opportunités de développement, en général engendrées par des besoins planétaires nouveaux, à satisfaire grâce à des mutations technologiques, de nature à nous laisser un longueur d'avance sur les autres. On pense à la raréfaction des ressources en eau, la maîtrise des énergies renouvelables, la protection de l'environnement, la diminution et le traitement des déchets...*

*C' est de consacrer suffisamment de fonds à quelques grands projets d'avenir. Probablement en association au sein de la communauté européenne, compte tenu des sommes en jeu.*

Reste cependant un problème de taille, le financement des fonctions de l'Etat. La capacité contributive de chaque pays a des limites. Trop de prélèvements interfèrent négativement sur la création de richesse. Que reste-t-il à redistribuer quand il n'y a plus de création de richesse? Chacun peut comprendre que l'endettement n'est pas une solution à long terme. Reste donc à arbitrer parmi les dépenses et les recettes.

Actuellement les dépenses publiques portent pour 45% sur la protection et le logement social (allocations chômage, RMI, allocations familiales, logement etc.). Viennent ensuite les services publics généraux 14 %, la santé 14 %, l'éducation 11%. Les fonctions régaliennes (défense, sûreté intérieure, diplomatie, justice, finances) représentent chacune 2 à 4% soit ensemble moins de 10%. Les dépenses porteuses d'avenir (recherche publique, investissements à risques ou subventions aux entreprises innovantes) représentent entre 2 et 3%.

En matière économique, la marge de manœuvre n'est pas aussi grande que le donnent à croire les discours électoraux.

La survie implique des changements qu'aucun homme politique n'a jusqu'ici pu entreprendre sérieusement, puisque tous ceux qui ont essayé se sont fait rapidement contrecarrer par la rue, puis désavouer par le suffrage universel. Alors on tergiverse, on va de palliatif en palliatif, de slogan en slogan, on vote des lois inutiles ou inapplicables .

Si nous ne changeons pas à temps, nous mourrons. Chacun peut se dire que de toutes façons nous sommes

*mortels, alors autant vivre pour le mieux ou le moins mal avec ce que nous avons et en réclamant toujours plus.*

*Nos enfants paieront le prix fort de cet égoïsme! Ce qu'il adviendra des générations suivantes, on n'ose même pas y penser. Il y a des exemples dans l'histoire.*

*Nous appelons donc au sursaut national.*

*Nous appelons à un effort de chaque citoyen pour accepter que la sauvegarde des situations acquises aujourd'hui ne soit pas l'unique et égoïste moteur de nos comportements sociaux. Cet effort doit s'exercer dans toutes les catégories sociales, chacun selon sa capacité contributive, dans toutes les positions de pouvoir ou de responsabilité, dans toutes les associations, communautés formelles ou informelles.*

*Nous appelons les représentants élus de la nation à abandonner les pratiques palliatives du passé et faire preuve de courage et de constance dans les réformes.*

*Dans une démocratie moderne, un même objectif à moyen et long terme doit faire l'objet d'un consensus national. Aujourd'hui, cet objectif est clair: c'est l'avenir de nos enfants. Les changements de majorité au pouvoir ne doivent pas remettre en cause les objectifs ultimes.*

◦ ◦ ◦

Lieux communs me direz vous. Communs peut être, mais pas si partagés que cela !



## SIXIEME REPUBLIQUE

Juin 2007. Encore une fois les Français ont choisi la prudence. Après avoir élu une Présidente de la République de gauche, ils viennent d'envoyer à l'Assemblée Nationale une majorité de droite.

C'est quand même un signe fort. Le signe qu'ils ne se sentent pas correctement représentés par des pouvoirs monochromes. Le signe qu'ils en ont assez des réformes en trompe l'œil et des allers retours de pendule dans les politiques publiques.

Ils aspirent à aller de l'avant. Sont ils prêts aux sacrifices nécessaires ? Ce n'est pas certain. En tous cas pas d'un seul coup. Après tout, nos voisins ont mis dix ans. Nous sommes en retard en matière de réformes structurelles. Chacun s'en rejette la responsabilité. Le peuple pense qu'il a mal été gouverné, les responsables politiques répondent que les Français sont ingouvernables. Mais les esprits évoluent, le dos au mur les Français accepteront les réformes, à la condition qu'ils regagnent l'espoir de le faire pour l'avenir de leurs enfants.

En premier, il faudrait qu'on arrête de nous endormir avec le modèle social français. Tout le monde sait que c'est une promesse électorale.

Certains hommes politiques lorgnent vers l'expérience de pays nordiques : beaucoup d'impôts, niveau de prestations individuelles élevé et, en conséquence, pour équilibrer le financement, obligation de mettre le maximum de population au travail et réduire le nombre de personnes assistées. En fait, rien n'est définitivement acquis en matière d'état providence. La question du vieillissement reste difficile. En regardant de près, on voit que les pays nordiques, eux aussi, ont du faire évoluer leur système social et réduire leurs dépenses publiques.

Le problème en France, c'est le consensus national.

Les Français ont un sens aigu des inégalités. La fracture sociale, ils la ressentent au fond entre ceux qui bénéficient du statut protecteur de la fonction publique et les autres. Entre les puissants et les autres, les gouvernants et les gouvernés.

Ils ont voté non à la constitution européenne, non pas parce qu'ils n'en voulaient pas, mais parce qu'ils estimaient que les résultats du système en vigueur sont insuffisants, ou mal venus et hasardeux pour leur goût.

En revanche, si on leur propose une nouvelle constitution pour la France, qui leur donne l'espoir d'engager le pays sur la voie du progrès, au sein d'une Union Européenne elle même engagée sur la voie de réformes utiles au citoyens, ils pourraient sans doute dire oui.

Il faudrait un grand chamboulement. En quelque sorte une révolution, non sanglante de préférence.

Constatant que quatre vingt pour-cent des lois nationales sont la transposition de directives européennes, les Français se demandent s'il est bien nécessaire d'entretenir autant de députés, qui légifèrent sans majorité qualifiée sur des sujets d'histoire ou de mœurs, ou encore sur des sujets de portée pas suffisamment universelle.

Constatant que la représentation nationale a du mal à refléter la composition de la population, par sexe, par âge, par catégorie de statut social... ils se demandent s'il ne faudrait pas être plus strict sur le cumul des mandats, limiter le nombre de mandats électifs successifs, introduire des limites d'âge, favoriser une meilleure représentation de la société civile...

Les Français se demandent s'il est bien raisonnable de faire toute sa carrière (et sa retraite) dans le secteur public, ou bien si des contrats à durée déterminée de dix ans, sans droit de retour, avec obligation de passer au moins dix ans en alternance dans le secteur concurrentiel, ne seraient pas préférables.

Ils se demandent aussi si la soi disant décentralisation n'a pas eu comme effet principal l'augmentation de la paperasse, la superposition de couches de dépenses publiques, la création de clientèles et de nouveaux privilégiés.

Ils se demandent beaucoup de choses, et ils attendent des réponses nouvelles. C'est le signe qu'ils sont bien vivants.





# TELEPATHIE

Tant qu'on est dans les réformes, il faudrait aussi se préoccuper des médias, et particulièrement de la télévision.

On ne peut pas attendre que les nouvelles technologies de communication l'aient rendue obsolète.

Liberté de la presse et de l'information, bien sûr! Mais des fois les journalistes vont très vite, sans se préoccuper du retentissement... d'autres fois, quand ils sont en mal d'actualité, on nous rabâche les mêmes sujets sans aucune retenue.

Les chaînes de télévision généralistes sont d'une tenue assez médiocre, informations laissant à désirer, séries trop souvent nulles, jeux débiles, télé-réalité qui développe le voyeurisme, et peu d'émissions culturelles quoique on en dise.

L'information est très hexagonale. J'en veux pour exemple le sujet sur la libéralisation du courrier ordinaire en 2009 traité par France Télévision (on ne parle que de LaPoste) et par EuroNews (on évoque les problèmes de tous les opérateurs historiques dans les différents pays).

L'information n'a aucune retenue. Rappelons nous l'insistance morbide sur l'affaire des bébés congelés en Corée. Quel intérêt pour le Français moyen, quel désastre pour les deux enfants de 8 et 11 ans du couple incriminé!

De façon générale, il y a une insistance excessive sur les mauvaises nouvelles. C'est la loi du genre : "good news is no news " .

On devrait créer plus de chaînes télé et podcasts thématiques.

Avec diffusion TNT, câble et satellite, INTERNET, téléphone portable etc. , bref tous les moyens de diffusion modernes.

Pour ma part, je verrais bien :

- 2 chaînes sur ce qui va bien, initiatives et actions exemplaires.
- 1 chaîne de comparaison des privilèges en France et en Europe.
- 1 chaîne sur les actions caritatives pour soulager la misère.

En étudiant l'audimat, on saurait au moins ce qui intéresse les Français. On constaterait que les nouvelles chaînes, comme les anciennes, font l'objet de zapping. La nature humaine ne peut pas se contenter de bonnes nouvelles et d'images pieuses. Mais au moins on aurait le choix !





# **TABLE DES MATIERES**

<b>LE CLUB DES EX</b>	<b>7</b>
<b>PETITE ETHNOGRAPHIE POLITIQUE DE LA FRANCE</b>	<b>15</b>
<b>NUIT DU 4 AOUT</b>	<b>19</b>
<b>LE CLUB DES EX (suite)</b>	<b>23</b>
<b>SIXIEME REPUBLIQUE</b>	<b>29</b>
<b>TELEPATHIE</b>	<b>33</b>



# **- PJMB-**

[www.pjmb.fr/OEUVRES/PJMB\\_oeuvres/CATALOGUE\\_PJMB.html](http://www.pjmb.fr/OEUVRES/PJMB_oeuvres/CATALOGUE_PJMB.html)

